

Rapport Concours Cachan 2017, Economie, épreuve écrite

Jury : Clément Dherbécourt, Eric Leblanc, Thomas Vendryes et Jean De Beir (Coordinateur).

Le jury comportait deux nouveaux membres, Clément Dherbécourt et Eric Leblanc.

Sujet : Les agents économiques ont-ils besoin de l'Etat pour se coordonner ?

Entre parenthèses apparaissent les données de 2016.

- Nombre de candidats concernés : **307** (271)
- Nombre de candidats présents : **285** (264)
- Nombre de candidats absents : **22** (7)
- Nombre de copies blanches : **4** (0)
- Note minimum : **0/20** (0/20)
- Note maximum : **19/20** (20/20)
- Moyenne : **9,85** (10,05)
- Ecart-Type : **3,92** (4,2)

Le sujet proposé couvrait pleinement le programme du concours, comme ce fut le cas l'année dernière (*Comment se fixent les prix ?*). Il traitait d'un thème qui, implicitement, fait l'objet d'une actualité politique, économique et sociale, au-delà de son libellé certes académique. Il est par ailleurs toujours au centre, sous des formes variées, de certaines controverses théoriques. Les candidats ont évoqué les notions d'équilibres partiel et général, d'optimum de Pareto, de défaillance de marché, de pouvoir de marché, de politiques publiques, de défaillance de l'Etat, parmi bien d'autres points. Des approches microéconomiques, macroéconomiques et institutionnelles ont pu être mobilisées.

Nous voudrions souligner le nombre plus élevé de copies indigentes par rapport à l'épreuve de 2016 (23 notes inférieures ou égales à 3/20 soit 8% des copies contre 9 notes et 3,4% des copies l'an dernier) et une proportion plus faible de bonnes et excellentes copies (17% des copies ont obtenu un résultat supérieur ou égal à 14/20 contre 21,21% en 2016). Comme l'année précédente, il a été difficile de lire une copie reprenant à elle seule tous les éléments attendus, de par l'amplitude des aspects soulevés par le sujet.

Un type de plan souvent fréquemment adopté se résumait *grosso modo* à une présentation des mécanismes de marché puis à une analyse de ses défaillances. Une telle démarche ne pouvait bien sûr pas couvrir la plupart des dimensions soulevées par le sujet. Ainsi, à la différence du sujet proposé l'an dernier, le critère de l'adoption d'un plan a été cette fois-ci plus discriminant en termes d'évaluation des copies.

Comme à l'habitude, plusieurs plans pouvaient être proposés, mais nous sommes tombés d'accord sur une trame pouvant couvrir un champ assez large de réflexion sur la question de la coordination des agents et de l'Etat.

Nous réfléchissons d'abord à l'efficacité de la coordination des agents sans Etat : des décisions individuelles peuvent-elles converger par une coordination par les prix, comment définir la situation d'optimalité (théorèmes du bien-être), coordination en-dehors des prix ? Ensuite, nous caractérisons le besoin d'Etat à travers la correction des défaillances du marché, la régulation macroéconomique (les politiques conjoncturelles) et son rôle, en tant qu'institution, dans la création d'un espace encadrant et régulant le marché. Enfin, nous analysons différentes formes de défaillances de l'Etat lorsqu'il ne joue plus le rôle de planificateur bienveillant (*Public Choice...*), qu'il n'arrive pas à identifier des choix collectifs et dans le cas de détournement des politiques conjoncturelles.

Comme d'habitude, nous avons prêté beaucoup d'attention à la présentation et la compréhension des mécanismes microéconomiques, macroéconomiques, à l'économie publique, l'économie institutionnelle et l'économie des conventions. La précision des références aux auteurs est bien sûr très importante à nos yeux, tout comme l'est la mobilisation de faits économiques et historiques.

La grande majorité des copies respectait les bases de la dissertation (introduction, deux ou trois parties, sous-parties et conclusion). Il nous a paru cette année que le choix judicieux d'une accroche a été un exercice un peu difficile : à titre d'exemple, une référence à la situation de l'Union européenne (absence d'un Etat ? Coordination budgétaire et fiscale ?) a été appréciée.

L'analyse des termes du sujet a été insuffisamment menée dans la plupart des copies, qu'il s'agisse de la notion d'agents économiques, de leur coordination (prix, hors prix) au travers (ou pas) de l'Etat. L'agent économique n'a pas été vraiment défini et la confusion entre les approches microéconomique et celle de la comptabilité nationale est frappante dans la mesure où elles ne sont pas différenciées. Plus que tout encore, le terme besoin, dans son acception *non économique* a été laissé de côté par les candidats alors même qu'une réflexion sur celui-ci permettait de cerner nombres d'aspects du sujet.

La problématique a souvent été une reprise plus ou moins heureuse de la formulation du sujet, ce qui n'a pas vraiment aidé le candidat à élaborer un véritable fil conducteur.

Enfin, si l'annonce du plan est assez correcte dans l'ensemble, celles des sous-parties au sein de chaque partie laissent vraiment à désirer. Nous pensons qu'il ne faut pas que les candidats hésitent à utiliser des chiffres (I, II, III) pour indiquer les parties et sous parties, dès l'annonce du plan. C'est tout à fait pertinent et simplifie beaucoup la lecture de la dissertation. Enfin, il y a trop souvent dans l'introduction des premiers éléments d'argumentation et de réflexion, qui devraient trouver leur place dans le corps de la dissertation.

Dans le développement, en qui concerne la forme, il faudrait aussi que les étudiants évitent les plages de texte trop longues - on a parfois plusieurs pages sans retour à la ligne ou ligne sautée. Cela révèle souvent une difficulté dans l'organisation de la réflexion.

Sur le fond, nous attendions bien sûr des références à des notions qui nous semblaient incontournables. D'une manière non exhaustive, nous pensons à la coordination par les prix, aux deux théorèmes de l'*Economie du bien-être* (la Boîte d'Edgeworth n'est pas toujours évoquée ni clairement expliquée, ainsi que la notion d'optimalité...), aux théories des organisations. Nous avons aussi des attentes sur la notion de défaillance de marché (signification du concept ?). Certaines défaillances de marché étaient en général présentées de manière convaincante ; nous pensons notamment aux externalités et asymétries d'information (l'article d'Akerlof sur le *Market for Lemons* fait partie des références les plus citées). Par contre, l'existence des biens collectifs et des monopoles naturels n'est pratiquement pas évoquée... Bien entendu, nous avons aussi des attentes sur la connaissance des politiques conjoncturelles. Enfin, la référence à l'Ecole des Choix publics est bien superficielle et nous espérons par ailleurs des précisions sur les situations dans lesquelles l'Etat pourrait ne pas apprécier les choix collectifs ?

Enfin, au-delà de ces attentes, nous remarquons que lorsque des mécanismes microéconomiques sont traités, si le consommateur est présenté alors le producteur ne l'est pas et vice versa. Il en est de même pour l'équilibre partiel et l'équilibre général. Les candidats mobilisent souvent une approche graphique ou formelle pour illustrer ou appuyer leur propos. Cela est tout à fait pertinent à condition que celle-ci soit maîtrisée, ce qui est malheureusement loin d'être le cas et jette un certain discrédit sur la compréhension des mécanismes microéconomiques par les auteurs des copies concernées. En effet, il arrive que des commentaires sur l'équilibre général soient illustrés par un graphique représentant un équilibre partiel... C'est en effet assez curieux ? Aussi, équilibre et optimum sont souvent confondus. Les mécanismes de fonctionnement d'un marché et le rôle des prix sont peu compris, et se résument trop souvent à une présentation du rôle du commissaire-priseur chez Walras. Il faut éviter les références lacunaires à des auteurs. Evoquer en une phrase les trois rôles de l'Etat chez Musgrave n'apporte que peu de plus-value à une copie. Par ailleurs, et de manière surprenante, les références à Keynes sont d'une extrême faiblesse en général, et se limitent à des notions de base rapidement évoquées et mal comprises (multiplicateur, équilibre de sous-emploi). Il faut aussi éviter la confusion entre approche néo-classique et ultra-libéralisme et nous insistons sur l'idée que l'approche néo-classique n'a pas pour but de démontrer que les marchés sont efficaces et l'Etat défaillant.

Bien entendu, nous avons pu apprécier, dans l'ensemble, des qualités rédactionnelles dans la plupart des copies et la grande qualité de certaines d'entre elles sur le fond et la forme. Cependant, nous signalons quelques termes et expressions à éviter (*ultra, rebooster l'économie, libéralistes, théorie standard* (sans en expliquer sa signification ?))

Pour clore ce rapport avec un brin de malice, nous avons appris à l'occasion de la lecture de deux copies que *Smith était un faucon* et *l'économie une science du purgatoire...*

